

Quelle est l'importance des prochaines élections régionales ?

Il faut tout d'abord insister sur ceci : les élections régionales, c'est l'occasion pour les citoyens d'élire les députés wallons qui devront s'occuper de sujets qui concernent tout le monde de façon quotidienne et très personnelle. Je vous donne un exemple : si les gens, heureusement, n'ont pas affaire chaque jour avec la justice ou avec l'armée, lesquelles dépendent des élections fédérales, c'est par contre tous les jours que leurs enfants prennent le bus pour aller à l'école, c'est tous les jours qu'ils écoutent la radio ou la TV, ou qu'ils empruntent les routes de Wallonie pour se rendre au travail... Ces élections régionales sont donc extrêmement importantes pour la qualité de vie immédiate des citoyens, pour la scolarité de leurs enfants, pour la création d'emplois... Vu sous cet angle, il me paraît évident qu'en Wallonie, et en Hainaut en particulier – quand on considère l'état lamentable et dangereux des routes, ou quand on analyse les taux de chômage catastrophiques-, que l'on a besoin, avec urgence, d'une énergie nouvelle !

Citez-moi, Richard Miller, l'échec, selon vous, le plus marquant de l'actuel gouvernement PS/CDH ?

Le choix est vaste, car les échecs sont nombreux et, je le répète, dans des domaines qui concernent tout le monde très directement. Mais l'enseignement, en particulier, a été fortement touché. Cinq années de gestion socialiste et d'abandon CDH ont engendré ce que j'appellerais l'école de la méfiance.

Méfiance des professeurs vis-à-vis d'un système qui refuse de comprendre que le métier d'enseignant est aussi une vocation et un engagement personnel vis-à-vis des jeunes élèves : un métier qui a besoin de davantage de reconnaissance et de soutien de la part de l'autorité publique.

Méfiance des parents qui ne savent plus si le contenu des cours prépare bien leurs enfants, soit à poursuivre des études supérieures, soit à entrer dans la vie professionnelle. Et, pour tout dire, méfiance des parents qui craignent pour la sécurité des élèves : vétusté des bâtiments avec risques d'accidents, racket organisé, agressions...

Méfiance enfin des élèves eux-mêmes, à qui des enquêtes spécialisées ont appris que les cours qu'ils sont obligés de suivre ne sont pas performants et ne les préparent pas suffisamment à construire leur avenir. Des élèves à qui le gouvernement PS/CDH a même réussi à inculquer, de façon totalement inutile, la peur de ne pas trouver une école où pouvoir s'inscrire.

Dans quelques semaines, ce gouvernement aura vécu. Ce ne sont ni les enseignants, ni les parents, ni les élèves qui le regretteront !

Que faire pour restaurer la confiance ?

Il faut en finir avec les séquelles des décrets « Inscriptions » et « Tirage au sort », limiter le nombre de réseaux, conférer plus d'autonomie de gestion et d'enseignement aux directions des établissements scolaires, renforcer les partenariats entre l'école et l'entreprise, de même qu'entre l'école et les clubs sportifs ou les associations culturelles, éduquer les jeunes à la citoyenneté démocratique, repenser les grilles horaires mais aussi l'échelonnement des connaissances sur l'ensemble du cursus, remettre en avant les notions d'effort personnel... Il y a mille choses à faire pour restaurer la confiance dans un enseignement de qualité pour tous. Il faut que dans chaque école, quelle que soit sa zone d'implantation, et quel que soit le type d'enseignement choisi, chaque élève puisse faire réellement l'expérience de ce qu'est l'égalité des chances. Il faut que le diplôme redevienne le seul et vrai passeport pour l'avenir !

Pourquoi avoir défendu le projet d'une Université montoise ?

Parce que l'absence d'un pôle universitaire complet en Hainaut a toujours constitué un handicap majeur pour les habitants de notre province, laquelle compte en pourcentage le moins d'élèves engagés dans des études supérieures. Il est évident que devoir se déplacer ou loger dans des villes comme Bruxelles, Liège ou Louvain-la-neuve augmente considérablement le coût des études universitaires.

Mais ce n'est pas le seul aspect : la FPMS et l'UMH, d'une part et la Fucam d'autre part, ont suffisamment démontré leurs qualités et leur potentiel pour que ceux-ci soient confirmés et amplifiés. C'est toute notre région qui en bénéficiera.

Un mot de la ville de Mons ?

Depuis que je suis échevin du budget la ville n'a pas cessé d'investir dans les politiques de sécurité, de propreté, de prévention... Le visage de Mons s'est transformé, sa valeur patrimoniale a augmenté. Je suis un ardent défenseur de Mons 2015, pour en finir avec l'image d'une région défavorisée, appauvrie et sans perspective. J'ai la fierté de ma ville et de ma région : j'en ai assez que le Hainaut soit critiqué, montré du doigt et dénigré. Le Hainaut est une terre qui se redresse. C'est dans cet esprit que je conduis notre liste à Mons et dans le Borinage.

Richard Miller